

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

TRIMESTRIELE N°3 - OCTOBRE 2017



PB-PP IB-01637
BELGIË/FI-BELGIQUE

ENQUÊTE

DES LIEUX QUI NOUS RASSEMBLENT



JOC
JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

SOMMAIRE

Ont participé à ce numéro:
Antoine, Jihad, Gaspard, Magali, Martin,
Margaux, Marco, Mehdi, Sabrina,
Sebastien, Serge, Trang.

P. 1-2 **L'ACTU STOP RÉPRESSION**

P. 4 **CONTRE LA PRÉCARITÉ, LE TEMPS PRESSE !**
Action de perturbation du forum des patrons de la FEB

P. 5 **RETOUR SUR ENDE GELÄNDE**
Défendre le Capital ou protéger la nature ?

P.6-11 **ENQUÊTE: DES LIEUX QUI NOUS RASSEMBLENT**
Des lieux autogérés par des jeunes, ça marche comment ?

P. 12 **RÉCIT DE LA CRISE MIGRATOIRE**
Defend Europe n'aura pas le dernier mot !

P. 13 **BD: RÉSISTANCE À DURBUY CONTRE LE MILLIARDAIRE COUCKE**

JEUNES ORGANISÉS COMBATIFS ? UN MOUVEMENT POUR ET PAR LES JEUNES !

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun-e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun-e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs-trices et des travailleurs-euses

Nous sommes convaincu-e-s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé-e-s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.



BRUXELLES

STOP AUX RAFLES DES SANS-PAPIERS



Ce 20 septembre, plus de 300 manifestant·e·s étaient présent·e·s devant l'Hôtel de Ville de Schaerbeek pour dénoncer le rôle du bourgmestre dans les récentes rafles de sans-papiers à la gare du Nord et aux alentours. Elles·ils se sont ensuite dirigé·e·s en cortège vers l'Office des étrangers. Le but était de dénoncer la complicité entre le gouvernement fédéral et les autorités communales.

Les arrestations de personnes sans-papiers qui se sont multipliées à la Gare du Nord, au parc Maximilien et dans leurs alentours, peuvent être qualifiées de rafles. Elles sont tout autant massives que violentes et visent à déporter des personnes dont le seul crime est de se trouver là où les pouvoirs publics ne veulent pas qu'elles soient, les privant de liberté et les envoyant dans des centres fermés. Qu'elles soient majeures ou mineures, ces personnes sont traitées comme un problème à résoudre, comme des chiffres à diminuer. La violence et le harcèlement des personnes sont également de mise lors de ces arrestations (confiscations et non-restitution des affaires des migrants, réveil brutal tôt le matin dans les tentes).

Ces pratiques s'ancrent dans une politique nationale, régionale et communale bien précise. Ces arrestations sont les conséquences directes de toute une série de lois et de mesures racistes prônées et appliquées par le gouvernement fédéral. Le bourgmestre de Schaerbeek a également sa part de responsabilité puisqu'il a ordonné des arrestations, et se rend automatiquement complice de la politique du gouvernement en donnant son aval aux interventions fédérales. Bernard Clerfayt déclare ne pas avoir le choix, mais nous avons décidé de le mettre face à ses contradictions : il a le choix entre une réponse répressive — celle qui lui est proposée par le gouvernement fédéral et le ministre de l'Intérieur Jan Jambon — et une réponse qui serait sociale et aurait pour but de reloger ces personnes dans des conditions décentes.

Ce type d'arrestations est devenu trop courant, le risque que ces agissements soient banalisés et acceptés par le reste de la population est réel. Les arrestations ne sont pas une réponse adaptée à la situation d'urgence et de précarité extrême dans laquelle ces personnes se trouvent. Seule la régularisation de tous les sans-papiers pourrait leur permettre d'avoir des conditions de vie décentes. Faisons pression pour que ces rafles cessent !

LIÈGE

ETAT DE DROIT OU ÉTAT POLICIER ? LE TASER A FAIT SON CHOIX.

Depuis un an déjà, il est question de la part du ministre de l'Intérieur Jan Jambon, de réfléchir à l'élargissement de la panoplie offensive des policiers en Belgique. Il prévoit à cet effet d'ajouter aux pistolets, matraques, lacrymo... le taser. Une arme, soi-disant, non létale ayant à maintes reprises provoqué des séquelles irréversibles, voir entraîné la mort. Pendant six mois, la ville de Liège sera le théâtre de cette mise à l'essai avant une évaluation qui permettra la généralisation de cette nouvelle arme policière.

Confrontés à cette volonté de mettre le taser à l'essai et à l'accueil très favorable exprimé par le bourgmestre liégeois Willy Demeyer, nous sommes sceptiques par rapport à la réelle nécessité de voir le PAB (Peloton Anti-Banditisme) circuler dans nos rues équipé de ce nouveau jouet. Surtout que les situations liées à son utilisation ne semblent pas s'imposer et risque d'entraîner des dérives qui concernent autant les conséquences de son utilisation (arrêts cardiaques, pneumothorax, lésions à la tête causées lors de la chute...) que son recours abusif de la part des policiers (mauvaise évaluation de la situation, utilisation sur des personnes à risques, recours systématique...).

Une autre question que soulève l'acquisition de cette nouvelle arme est celle de la répression d'état, répression qui prend plus facilement pour cible certaines classes sociales et certains faciès. Ainsi, on constate déjà que les personnes racisées, les précaires, les sans papiers... sont plus facilement interpellées, contrôlées, arrêtées, violentées par la police. Le taser est donc une menace réelle pour leur intégrité physique.

L'utilisation du taser est aussi une menace pour la résistance sociale et les mouvements sociaux contre ces politiques qui tentent de plus en plus à criminaliser la réponse de la rue. Il s'agirait alors d'un moyen idéal pour mater toute opposition à l'autoritarisme étatique. Doit-on craindre que demain, les tasers seront la règle pour déloger les grévistes ou les activistes non violents ? Le taser est donc aussi une menace pour nos droits (rassemblements, manifestations ou grèves). Pire, il représente une menace pour le peu de démocratie à laquelle nous avons droit.

En raison des risques qu'il génère pour la santé, les menaces qu'il représente pour les personnes les plus précaires, nos droits et nos libertés les plus élémentaires, le taser est loin d'être un besoin essentiel pour la police. Cette crainte n'est que renforcée par la manière dont la ville de Liège gère le dossier et par le manque d'éléments justifiant sa présence dans l'équipement policier.



CONTRE LA PRÉCARITÉ, LE TEMPS PRESSE !



LE FORUM DES PATRONS DE LA FEB PERTUBÉ.

Ce 2 octobre, la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) organisait au Bozar à Bruxelles un forum destiné aux jeunes – le Young Talent in Action. Lors du débat où étaient invités entre autres le Premier ministre Charles Michel et le ministre Kris Peeters, nous avons dénoncé les conditions du débat et la précarité des jeunes. Selon la FEB, qui a fait réaliser une enquête par une société spécialisée en étude de marché (sic), les jeunes seraient en demande de flexibilité et ne rechercheraient pas un CDI. Il faudrait donc que les employeurs et les pouvoirs publics agissent pour répondre à cette demande de la jeunesse. On a bien failli tomber dans le panneau, mais en fait non.

Mettons les choses au clair, qu'il n'y ait plus de malentendu : la flexibilité à l'extrême, les heures supplémentaires à outrance, les jobs jetables, la multiplication des temps partiels, tout cela n'est pas un choix. Le marché de l'emploi ne s'est jamais adapté à nous, mais nous avons toujours dû nous adapter à lui. Si on avait le choix, ce que l'on demanderait, ce serait plutôt le droit à des emplois stables, à un salaire décent, à une sécurité sociale qui tienne compte des difficultés de chacun·e. Des droits qui peuvent nous garantir au minimum une vie digne. Tout le contraire de ce que l'on nous propose aujourd'hui.

Avec leurs beaux projets de monde du travail 2.0, ces patrons organisent la fin de la sécurité sociale. Ils nous préparent des contrats instables, des salaires de misère et la peur du lendemain. C'est la précarité qui est organisée, celle des jeunes, des femmes et de celles et ceux d'entre nous issu·e·s de l'immigration. Les jeunes ne rêvent pas de cette flexibilité qui atomise notre société.

« Les patrons nous préparent des contrats instables, des salaires de misère et la peur du lendemain. C'est la précarité qui est organisée, celle des jeunes, des femmes et de celles et ceux d'entre nous issu·e·s de l'immigration »

On se retrouve seul confronté aux dettes personnelles, seul face aux coupures dans les allocations, seul face aux sanctions administratives, seul face à la hausse des coûts de la vie. Cette précarité nous entraîne dans une situation où nous devons constamment lutter face à l'exclusion sociale et pour avoir accès à une éducation de qualité, aux divertissements, à des vacances et à la culture. La solution qu'ils nous proposent ? La culture du fils de... Non merci. La Jeunesse refuse cet esclavagisme 2.0.

À force de tirer sur la corde, celle-ci finit par céder. Les travailleurs-euses en ont marre de faire tous les sacrifices pour remplir les poches de quelques patrons et puissants qui les entourent. La précarité, la flexibilité et la pauvreté des uns font leur richesse. Une classe de privilégiés s'approprie la majeure partie des richesses en jetant quelques miettes au plus grand nombre. Ils vivent dans une opulence honteuse et dévastatrice pour l'environnement. Nous ne voulons pas faire partie de ce monde-là.

LA VIDÉO DE L'ACTION EST DISPONIBLE SUR LETEMPSPRESSE.BE, LE SITE INTERNET DE LA NOUVELLE CAMPAGNE DES JEUNES ORGANISÉS COMBATIFS CONTRE LA PRÉCARITÉ.

LE TEMPS
PRESSE

RETOUR SUR ENDE GELÄNDE

Du 24 au 28 août dernier, le camp climat "Ende Gelände" s'est tenu près du village d'Erkelenz en Rhénanie-Nord-Westphalie. Dans l'objectif de ralentir le réchauffement climatique, plusieurs milliers de militants et activistes ont répondu à l'appel pour venir bloquer et forcer l'arrêt d'une des nombreuses mines à ciel ouvert de charbon lignite, le combustible le plus polluant et le plus destructeur pour l'environnement dont l'Allemagne est le premier producteur mondial devant des pays comme la Chine, les États-Unis ou la Russie.

S'il est nécessaire de tempérer le succès de la troisième édition de cette action directe de désobéissance civile, il est tout aussi nécessaire de s'intéresser aux raisons du dispositif policier mis en place qui a fortement limité les activistes dans leurs actions. En premier lieu, il est important de souligner le contexte socio-économique de la région et la propagande effectuée par le RWE - géant allemand de l'électricité qui exploite ces mines. Celui-ci est indéniablement un des plus gros employeurs de la région et joue cette carte pour maintenir et défendre ses activités néfastes pour l'environnement. Dans un second temps, l'important dispositif de plus de 2500 policiers, empêchant ainsi 6000 activistes de bloquer l'extraction de charbon l'espace d'un week-end, démontre bien que les autorités allemandes ont fait leur choix entre défense du capital et protection de l'environnement. De nombreux cars et véhicules qui rejoignaient le camp climat d'Ende Gelände, ont été fouillés, et ce, plusieurs jours avant le début de l'événement.

Lors de cette édition, le site d'Erkelenz a été la cible de plusieurs centaines de personnes réparties en plusieurs groupes. Chacun ayant un objectif et une cible différente (mine, infrastructure, rails permettant d'acheminer le charbon vers la centrale...). Malheureusement, l'encadrement policier et la répression étaient tels que seuls 100 à 200 activistes ont pu mener à bien leur action (s'introduire dans l'enceinte de la mine et bloquer les rails) avant de se faire déloger. Les autres étant arrêtés par le bras armé du capital. La police a alors tenté d'identifier et de vérifier l'identité de chaque activiste afin de les ficher comme s'il s'agissait de criminels avant de tous les libérer. Au moment des arrestations, la *polizei* n'a pas hésité à faire usage de force et violence (brûlures, hématomes, lacrymo...), n'épargnant pas les activistes non armés (si ce n'est de masques anti-poussière considérés comme armes défensives).

Lors du passage des différents groupes, de nombreux habitants de la région venaient apporter leur soutien car pour beaucoup d'entre-eux, le maintien de l'activité minière est une menace d'expropriation (plus de

40 villages ont ainsi déjà été rasés) car ces mines s'élargissent de plus en plus pour atteindre une superficie équivalente à une ville telle que Liège.

En marge des blocages du site d'Erkelenz, une manifestation réunissant 3000 personnes s'est déroulée à proximité du site d'Hambach (à 40 kilomètres d'Erkelenz). Cette manifestation baptisée *Rote Linie* (Ligne Rouge), en référence à la limite maximale de la hausse des températures ne permettant plus le retour en arrière, avait pour objectif de s'opposer à l'extraction et l'exploitation du charbon lignite mais était également dirigée contre la destruction de la forêt millénaire de Hambach, d'une grande valeur écologique par sa biodiversité et par sa capacité à absorber le CO2 et autres gaz à effet de serre.

La forêt de Hambach est une ZAD (zone à défendre) depuis plusieurs années, occupée par des activistes qui veulent la préserver de la menace capitaliste du RWE. Une résistance s'y organise : des barricades ont été dressées, des tranchées creusées, des habitations ont été et sont encore construites dans les arbres afin de les occuper et empêcher la déforestation de cet écrin de verdure.

ET MAINTENANT ?


La répression ne fera pas reculer la révolte, c'est pourquoi il est impératif de continuer à (se) mobiliser dans ce sens avec deux appels importants:

Ende Gelände appelle à l'action directe et à la désobéissance civile lors de la conférence des Nations unies prévue à Bonn (à 90 km d'Erkelenz et 70 km d'Hambach) du 3 au 5 novembre 2017. Plus d'infos sur: www.ende-gelaende.org

La ZAD d'Hambach appelle à occuper la forêt entre octobre et janvier pour ralentir et empêcher la déforestation, cette période étant celle de l'abattage des arbres. plus d'infos sur: www.hambachforest.blogspot.de

« Les autorités allemandes ont fait leur choix entre défense du capital et protection de l'environnement »





DES LIEUX QUI NOUS RASSEMBLENT.

Si l'on ressent bien souvent un malaise quand il nous arrive de parcourir un centre commercial ou si l'on ne se sent pas à sa place dans un café branché, c'est que les espaces sociaux par leurs caractéristiques et leurs modalités d'occupation expriment un rapport aux choses et au monde. On nous a habitués à évoluer constamment dans des lieux configurés intégralement pour maximiser les transactions marchandes et contrôler les comportements. Mais au travers de certaines rues, dans les interstices de nos villes, nous avons découvert des personnes à la recherche de lieux. Des lieux à partir desquels ils pourraient se construire librement et collectivement, pour tenter une vie loin de l'éphémère, de la consommation et des rapports de domination.

L'appropriation collective d'un espace physique est un enjeu en lui-même dans une société qui nous pousse toujours plus à agir de façon individualiste. Cette appropriation est également un moyen et une modalité employée dans la contestation de l'ordre existant. Tavernes, dortoirs d'esclaves, cercles littéraires, sociétés de secours mutuel, maisons du peuple, squats, centres sociaux... Ces lieux où peut s'épanouir une sociabilité libérée du capital et du contrôle ont toujours existé et ont, selon les époques, joué un rôle déterminant dans le développement de discours, d'actions collectives et de pratiques alternatives.

Dans cette enquête, nous sommes allés à la rencontre de trois lieux portés par des jeunes des JOC. Ils nous ont raconté leur projet, les difficultés qu'ils rencontrent et leurs aspirations. Nous avons voulu aussi aller à la rencontre d'autres initiatives, comme le local autogéré du réseau Ades et la Maison des jeunes Chez Zelle qui pratique l'autogestion à Louvain-la-Neuve depuis 20 ans. Cela nous a apporté une vue plus longue avec les écueils qui vont avec.

Durant ces rencontres, nous avons été surpris par la richesse des expériences menées et par les visions qui y sont déployées. Alors que le Gouvernement vient de voter une loi qui criminalise l'occupation de bâtiment vide, une chose reste certaine, nous avons besoin de lieu.

INTERSTICE I « LIÈGE CAFÉTÉRIA COLLECTIVE KALI

Depuis ce mois de mars 2017, une cafétéria collective située dans le centre à Liège a ouvert à l'initiative des JOC Liège, du collectif du Vendredi soir et de l'ASBL D'une Certaine Gaieté. La cafétéria Kali se veut avant tout une expérience dans la construction d'un espace commun – un lieu qui est organisé et structuré par une activité collective. L'espace est ouvert aux groupes et aux personnes qui veulent s'impliquer dans la gestion et l'occupation de l'espace. Sur leur site internet, nous pouvons lire qu'ils portent « l'ambition d'un lieu où l'on puisse s'informer et se former au contact des autres, dans le cadre de débats et d'ateliers de réflexion, d'un lieu où l'intelligence collective s'accroît et se donne les moyens d'imaginer et de créer de nouvelles réponses aux problèmes et aux insatisfactions auxquelles nous devons faire face ». Pour comprendre ce qui se joue vraiment, nous avons rencontré Antoine, Guillaume et Quentin, trois jeunes des JOC de Liège, très impliqués dans le projet.

Qu'est-ce que vous faites dans ce lieu ?

— **Antoine** : Plein de choses. On assiste à des réunions de gestion du lieu, à des discussions et des rencontres. J'ai aussi programmé des événements et pris des responsabilités comme quand on a construit un meuble de rangement à plusieurs pendant l'été.

Comment êtes-vous arrivés à vous investir dans ce lieu ?

— **Guillaume** : On est arrivé ici grâce au permanent des JOC Liège et on a trouvé qu'ici on pouvait avoir notre place et faire des choses. Il n'y a pas que des jeunes, mais tous partagent quelque chose en commun. Ce qui est important, c'est de pouvoir se rencontrer et essayer de créer une conscience collective. C'est se demander ce qu'on va faire ici pour la mettre en place et apprendre comment fonctionnent les autres. Pour moi, ce lieu est un tremplin.

— **Antoine** : Oui, c'est exactement ça que nous offre la cafétéria. Mettre en avant le potentiel présent à Liège, pouvoir faire converger les différentes formes de lutte, les partager et réfléchir à comment on peut faire des choses ensemble.

Mais Facebook ce n'est pas suffisant pour faire ça ?

— **Antoine** : Le contact direct, c'est important. Tout seul on ne peut rien faire, nous devons être plusieurs. Un lieu où les idées et les luttes convergent, c'est une bonne manière de rencontrer des personnes. Ce lieu est un peu ma deuxième école.

— **Quentin** : Pour moi, il faut prendre en considération deux choses. C'est bien beau de vouloir lutter, faire de la mobilisation et utiliser Facebook, mais on vit dans des conditions matérielles et la condition matérielle, c'est que tu dois te réunir. Si tu n'as pas un lieu qui fonctionne bien et qui est assez ouvert pour permettre à tout le monde de venir, tu ne peux pas créer de mouvement. Un lieu comme celui-ci permet à des personnes d'horizons différents de se réunir et d'agir. L'autre point, c'est que dans les luttes, un rapport de forces se crée. Tu fais une action... super... une personne qui se balade là par hasard peut voir ton action. Son cerveau est occupé cinq minutes. Elle prend ensuite le bus pour rentrer chez elle et surfe sur Facebook. À ce moment-là, elle a déjà vu 200 publicités, puis elle regarde le JT. Dans notre action, on a utilisé que 5 minutes. Ce rapport de force dans l'occupation de l'espace mental des personnes est un moyen et une clé pour pouvoir gagner. Un lieu comme Kali permet d'utiliser son cerveau pour soi dans la rencontre avec l'autre. Un autre truc bien aussi ici, on n'est pas dans un squat et on ne va pas nous éjecter comme ça.

Qu'est-ce que concrètement ce lieu vous apporte ?

— **Guillaume** : Il nous apporte la capacité de se politiser sans se spécialiser comme dans une formation. On peut comprendre la complexité d'une société et la manière dont les gens entrent en relation. J'avais déjà vécu cette dimension à travers les mouvements de jeunesse. Mais pas vraiment dans un lieu permanent.

— **Antoine** : C'est une première expérience pour moi. Le fait d'être dans une forme plus communautaire, ça me semble une bonne base pour appréhender la manière dont on doit s'organiser. J'ai aussi assisté ici à des conférences. J'ai appris que chacun a des capacités différentes et que tout le monde est important.

Que permet un lieu comme celui-ci ?

— **Guillaume** : Mutualiser les idées, mais aussi les conditions matérielles. Perso, j'aimerais que ce lieu puisse aider les jeunes à accéder à d'autres moyens de vivre et de travailler que ce qui nous est proposé. Je ne veux pas vivre comme mes parents, je veux vivre autrement que dans un système hiérarchique et destructeur pour l'environnement et l'humanité. J'aimerais trouver du sens à ce que je fais.

— **Antoine** : C'est un lieu de repères. Par rapport aux jeunes de ma génération que je côtoie, il y a un potentiel chez eux, mais ils ne savent pas vers où aller. Ils ne trouvent pas le temps ni les informations qui leur permettraient de trouver un sens autre que de faire de l'argent. Ici au Kali, cette circulation est rendue possible.

Une autre manière de vivre. Comment peut-on développer ça ?

— **Quentin** : En dehors de chez toi, aujourd'hui l'ensemble des lieux est configuré pour contrôler les comportements et optimiser la vente de marchandise. On te contrôle et on te vend quelque chose. Est-ce naturel de vivre comme ça ? Ici tu peux faire autrement. Nous vivons dans un dispositif oppressif. Comment aller contre ? Il faut profaner ce que ces dispositifs sacralisent. Profaner c'est une manière de se dire que l'on doit se réapproprié nos lieux de vies

« C'est bien beau de vouloir lutter, d'utiliser Facebook, mais on vit dans des conditions matérielles et la condition matérielle, c'est que tu dois te réunir. Si tu n'as pas un lieu qui fonctionne bien et qui est assez ouvert pour permettre à tout le monde de venir, tu ne peux pas créer de mouvement. »



INTERSTICE 2 < MONS LOCAL AUTOGÉRÉ DU BORINAGE



Situé dans une vieille cave voûtée dans le centre de Mons, le LAB (Local Autogéré du Borinage) a ouvert en mars 2017 à l'initiative d'un groupe de jeunes du Borinage pour leur permettre de se rencontrer et de s'organiser dans la lutte. Nous avons interviewé Martin, le permanent des JOC Mons.

Peux-tu nous expliquer ce projet de lieux ?

— Tout est dans le nom : le LAB est un local autogéré dans le Borinage. L'idée c'est que nous sommes un espace de rencontre, d'organisation et de convivialité, où tout le monde vient avec ce qu'il est et ce qu'il a pour s'organiser ensemble. Nous voulons

construire un lieu qui correspond à nos valeurs : un espace sans oppression, autogéré où les produits proposés sont issus du commerce équitable et de producteurs locaux. Nous voulons que nos activités soient accessibles au plus grand nombre, c'est pourquoi il n'y a jamais d'entrée payante au LAB !

Pourquoi avoir lancé une telle initiative ?

— Il y a deux constats. Le premier est lié au besoin de se réunir pour s'organiser. Avant, on faisait nos réunions dans un café où les consommations nous coûtaient cher et le profit allait au cafetier. On s'est dit pourquoi pas avoir notre propre endroit de réunion où les consommations seraient moins chères et où le profit irait directement dans notre caisse pour financer la lutte et nos activités. Faire de l'autofinancement, avoir un lieu à nous est très important. Le deuxième constat est lié au manque d'endroit culturel et associatif pour les jeunes dans le Borinage. Ces derniers mois, tous les lieux culturels alternatifs ont dû mettre la clé sous le paillason. Mons, pourtant capitale de la culture européenne en 2015, devient un désert culturel. Il fallait agir pour proposer aux jeunes du Borinage un lieu culturel. Un lieu où les jeunes sont partie prenante du projet, où ils ne sont pas de simples consommateurs et où ce sont eux qui créent les activités.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées lors de la création du LAB ?

— Nous avons dès le départ bénéficié de la confiance et du soutien du MOC Hainaut-Centre à qui appartient le local et avec qui nous avons de très bonnes relations. Cela a grandement facilité nos démarches. Pratiquer l'autogestion, gérer la programmation, l'approvisionnement en consommables, la promotion des activités, la gestion financière a été un véritable apprentissage collectif pour nous. La succession des activités, entre une et deux par semaines, nous met parfois sous pression mais c'est la force du collectif de pouvoir y faire face !

Qu'est-ce qu'on organise au LAB ?

— Nous essayons de proposer un programme diversifié. Nous organisons des concerts en essayant de mêler artistes locaux et internationaux. Nous mettons également en place des tables de discussion, avec ou sans intervenants extérieurs, pour nous former sur des sujets politiques comme le féminisme, la répression policière... Nous organisons également régulièrement des projections de film qu'ils soient militants ou non, des réunions d'organisation...

Avez-vous déjà remarqué des changements depuis l'ouverture ?

— On a commencé nos activités en mars 2017. Inévitablement au début c'était un peu un entre-soi. De plus en plus, avec le temps, les gens qui participent aux activités s'intéressent à la vie du lieu. C'est vraiment un objectif important pour nous. Donc on joue sur la cohésion du groupe et l'inclusivité. Le fait d'avoir ouvert un local crée énormément d'émulation, les jeunes viennent avec leur propre projet et doivent s'accorder avec les autres pour le mettre en œuvre : c'est une dynamique très positive. Notre prochain objectif est de créer une bibliothèque dans le local.

INTERSTICE 3 < QUARTIER BOONDAEL IXELLES & NOUS

La crise du logement pour les populations les plus défavorisées est un fléau à Bruxelles. Magali, la permanente des JOC Bruxelles travaille sur un projet d'habitats collectifs depuis plus d'un an avec d'autres militant·e·s. Le nom du projet s'appelle « Ixelles et nous ». Ce mois de septembre, elle-ils viennent de signer le bail avec la société de logement Binhôme. Concrètement, elle-ils ont obtenu de pouvoir vivre dans des logements sociaux qui ne sont plus aux normes du code du logement bruxellois. Ces appartements sont vides, mais habitables. Ce sont des endroits où les gens peuvent vivre, mais pas que. Le projet comporte une part de réflexion et d'expérimentation sur comment habiter et vivre autrement ensemble, sur comment retrouver avec le voisinage des formes de solidarités qui ont tendance à disparaître dans une société centrée sur la performance individuelle.

Peux-tu nous expliquer ton projet ?

— Avec d'autres jeunes et des sans-papiers qui étaient sans logement, on a formé un groupe dans le quartier Boondael à Ixelles pour lancer un projet d'habitat collectif. On s'est constitué en ASBL, on a cherché des soutiens et écrit notre projet : des habitations solidaires basées sur un groupe qui s'entraide et qui produit des activités diverses en fonction des gens qui composent le groupe et ouvert sur le quartier. On a présenté notre projet autour de nous et on a appris que la société de logement social Binhôme était intéressée par ce genre de projet. La FEBUL (Fédération bruxelloise des Unions de Locataires), qui a dans ses compétences d'aider à la mise

en place d'occupation précaire, nous a conseillé. Elle a pris les premiers contacts avec les autorités communales. On a essayé de signer un bail d'occupation au nom de l'ASBL qui s'appelle Soci@logis. Les négociations ont duré des mois. C'était difficile, ils ont demandé des garanties financières que l'ASBL n'avait pas. Notre intention était de constituer un fonds de garantie qui allait être alimenté par des dons, de l'autofinancement et une cotisation des membres chaque mois. Mais ça ne suffisait pas. Pour que le projet puisse voir le jour, la JOC nationale a signé.

On est occupé à monter ce projet depuis plus d'un an. L'attente en a découragé quelques-uns et ils ont quitté le groupe de départ.

Où se trouve le projet ?

— Il est situé dans un grand parc de logement social. Ce sont des petits immeubles dans lesquels il y a des appartements. Nous avons négocié sept appartements repartis sur trois immeubles attenants. Six appartements serviront de logement et un appartement, au rez-de-chaussée, servira de lieu commun pour faire vivre le collectif, qu'ils puissent se réunir et organiser des activités.

INTERSTICE 4 < SAINT-JOSSE L'ADES'IF

L'ADES'if c'est à la fois le lieu physique du réseau ADES (Alternatives démocratiques, écologiques et sociales) et un projet de local autogéré ouvert sur le quartier. Le réseau existe depuis 5 ans quand une bande d'amis engagés dans la représentation étudiante et les kots à projet se sont demandés que faire pour garder l'émulation qui s'était créée entre eux. On a rencontré Édith pour qu'elle nous en dise un peu plus sur ce projet de lieu autogéré dans le quartier populaire de Saint-Josse.

Pouvez-vous nous expliquer la genèse de ce lieu ?

— Pendant plusieurs années, on a tâtonné. Des locaux pour se réunir on en avait, mais on avait besoin d'un endroit pour construire du commun. On a donc commencé à chercher un local, ça nous manquait vraiment. On avait envie d'avoir un endroit où se retrouver, mais aussi un lieu où construire des alternatives locales qui mettent en place d'autres manières de fonctionner. On a vécu le mouvement des places espagnoles, la Puerta del sol, cela nous a inspiré. On a eu la chance de trouver un endroit assez grand et on a souscrit un contrat d'occupation avec le propriétaire. Je pense que l'on n'aurait pas occupé le lieu si on n'avait pas eu la garantie de pouvoir y rester au moins 3 ans. On y organise un atelier vélo, un repair café, un atelier couture et sérigraphique. Il y a aussi des tables de conversation en français et parfois aussi des concerts. Les salles sont disponibles pour tous ceux qui en ont besoin.

Comment fonctionnez-vous pour gérer le lieu ?

— Pour faire fonctionner le lieu, l'auto-gestion s'est imposée. On est parti d'un noyau d'amis et cela n'avait aucun sens de créer des hiérarchies entre nous. Vu que l'on n'est jamais rentré dans un cadre de subsides, on n'a jamais eu non plus l'obligation légale. On a créé une ASBL parce que c'est pratique, mais elle ne nous sert pas vraiment. Il y a une grande confiance entre nous et beaucoup d'organique dans nos processus de décision.

Et ça marche aussi simplement ?

— Une des particularités du lieu, c'est qu'il y a une colocation. Les personnes qui habitent ici ont fait une position plus centrale et elles ont plus de pouvoir parce qu'elles sont fort impliquées dans la gestion du lieu, mais la confiance est grande.

Quels genres d'activités ?

— Des réunions, de l'organisation pour récupérer de la nourriture et faire un repas à prix libre ouvert pour le quartier, des cinés-débats... On va voir aussi ce que chaque membre du groupe aimerait faire et à envie de partager dans ce lieu commun.

Est-ce que tu penses que ce parcours de combattant face à l'administration est fait pour décourager ce genre d'initiative ?

— Si tu tiens à ton projet et que tu veux le faire avancer, tu dois t'accrocher et ne pas cesser d'aller voir tes interlocuteurs, insister et être patient. Il y a beaucoup de logements sociaux vides qui ne vont pas être habités avant des années. Il faut trouver le budget, les entreprises... Il y a une demande énorme de logement. Là il y a une brèche, c'est dommage que ce soit si compliqué et si sélectif.

Il n'y a pas vraiment de demande de contrôle. C'est à la fois une force et une faiblesse. C'est une force que le projet puisse fonctionner sans bureaucratie, sans frustration ni tension et une faiblesse parce qu'il peut y avoir des mois sans réunion. Tout roule, mais ça marche aussi parce que certains font des concierges « informels ». Il n'y a pas une gestion collective de tout et cela peut créer du pouvoir informel. Ce n'est pas facile de faire en sorte que tout le monde s'approprie l'endroit et se sente responsable du lieu. C'est un gros défi.

L'organique ça marche bien avec une communauté soudée, mais avec les personnes du quartier comme ça marche ?

— On a eu l'envie d'ouvrir plus le local sur la vie de quartier mais on s'est rendu compte qu'il fallait mieux faire connaître le projet. Dans le réseau ADES, il y a plusieurs dimensions et on sait que certains outils ne sont pas les bons pour aller vers les quartiers. Par exemple, tout ce qui est désobéissance civile. Ce sont plus les ateliers qui nous permettent de faire des rencontres. Durant les ateliers vélo, on rencontre deux types de public : les jeunes d'Ades et les familles du quartier. Il y a une dizaine de réparateurs vélo qui aident les personnes et c'est à prix libre. C'est par l'atelier que j'ai rencontré quelques gamins du quartier. On s'est toujours dit que ce serait chouette de faire plus, mais on manque encore un peu d'énergie et de moyen. Mais ça va arriver. On a eu beaucoup de vols de vélos à un moment. On s'est rendu compte que c'est une démarche qui prend du temps et de l'énergie.

Si c'était à refaire ?

— La création du lieu a tout changé dans la vie d'ADES. On avait du mal à s'agripper au concret. Et c'est le concret qui permet que d'autres personnes accrochent et une plus grande participation. On espère que le projet va continuer longtemps. Chaque nouveau lieu qui ouvre fait du bien, c'est un espace en plus pour créer du lien et militer.

« La création du lieu a tout changé. On avait du mal à s'agripper au concret. Et c'est le concret qui permet que d'autres personnes accrochent et une plus grande participation. »



INTERSTICE 5

< LLN

CHEZ ZELLE

Pour cette dernière halte, nous nous sommes rendus à Louvain-la-Neuve. Comme son nom l'indique, la ville est récente. Elle est le résultat de tendances urbanistiques qui régnaient il y a 50 ans, c'était le projet d'une ville qui se voulait harmonieuse. Depuis lors, nous avons compris que harmonie signifie essentiellement consommation. Malgré tout, aujourd'hui encore la ville dénote. Elle est en grande partie habitée par des étudiant-e-s et occupée par la vie de l'Université Catholique de Louvain. Dans le centre, juste à coté d'un commissariat de police, une Maison des Jeunes à l'allure et au nom inhabituel, interpelle. Nous sommes Chez Zelle, la MJ de Louvain-la-Neuve. Vinciane et Dylan nous attendent pour nous expliquer l'histoire et le fonctionnement surprenant de cette MJ depuis 20 ans en autogestion.

— **Vinciane** : La maison des jeunes existe depuis 25 ans et elle est en autogestion depuis 20 ans. La question de l'autogestion s'est posée assez rapidement. Un des premiers coordinateurs avait cette sensibilité sur l'autogestion via la culture des squats et il a proposé ce mode de fonctionnement. Une assemblée mensuelle où tous les jeunes sont invités, décide de ce qui se passe ici, autant des orientations philosophiques de la maison que de la programmation. L'objectif pour nous est que les jeunes puissent programmer eux-mêmes et que les animateurs viennent plutôt en soutien.

— **Dylan** : Au début de l'histoire de la MJ, il y avait un Conseil d'Administration assez classique dans son fonctionnement. Il avait un droit de regard sur le projet pédagogique et il demandait des comptes. Puis, il y a eu un moment important. Une assemblée a décidé que le CA n'avait plus cette place-là et que c'était l'assemblée mensuelle qui était souveraine par rapport à toutes les décisions concernant la maison des jeunes.

— **Vinciane** : Du coup, le CA qui était composé par des personnes issues de l'associatif local ici à Louvain-la-Neuve a été remplacé par des jeunes. Par contre, je tiens à préciser qu'il y a environ trois ans, une partie de l'équipe d'animation a demandé à ce que le CA reprenne une fonction d'employeur. L'équipe a grandi. On trouvait ça plus sain par rapport à notre fonction. L'assemblée est par contre toujours souveraine en ce qui concerne les décisions concernant la MJ.

Vous avez tenté l'autogestion, mais vous pensez maintenant que l'idéal est difficile à atteindre ?

— **Vinciane** : Il y a une ASBL, on a beau le nier, mais elle existe. Je ne peux pas être à l'aise si moi-même je signe mon propre engagement. Le CA qui a un regard sur ce qui se passe, ça me paraît plus horizontal. C'est un lieu de pouvoir certes, mais leur rôle est d'être bienveillant et d'avoir un regard critique sur le projet, pas de décider ce qui se fait ou pas.

— **Dylan** : Je pense qu'il est important de ne pas tout confondre. Sinon, on est démagogue. Ici, je suis employé et j'ai une fonction. C'est difficile

de casser cette frontière-là. C'est le rapport travail/institution subventionné qui veut ça. Par exemple, on est allé à Hambourg pour se joindre aux manifestations contre le G20 avec des jeunes. On est allé faire de la sérigraphie mobile. Mon collègue et moi, qui sommes des animateurs, on était plus à l'aise de dire à ce moment là qu'on n'était pas payé et qu'on ne comptait pas nos heures. On a le soutien de la MJ qui prête une camionnette pour qu'on parte avec les jeunes. On accompagne, mais on y va comme bénévole, on ne veut pas être payé pour aller manifester à Hambourg. Moi, j'étais plus à l'aise comme ça.

On arrive, c'est une ville étudiante. Tu rentres par les parkings du centre commercial, on dirait qu'il n'y a pas vraiment d'habitants ici. Il y a que des jeunes qui ne sont pas étudiants à l'UCL ici ?

— **Dylan** : Il y en a plein oui... À l'heure actuelle, il y a autant d'habitants que d'étudiants. Ce n'était pas le cas il y a 20 ans. Mais justement, il y avait besoin d'une maison de jeunes parce que tu étais noyé dans la vie étudiante. Il n'y avait rien d'autre que les guindailles. L'associatif local a voulu autre chose pour les jeunes d'ici. C'est sans doute aussi pour ça que cette MJ a une histoire différente. Sans doute qu'ailleurs, dans un milieu plus rural, c'est sympa de se retrouver entre jeunes autour d'un verre, mais à Louvain-la-Neuve c'est ce qui se fait de plus banal. On devait offrir une alternative à la consommation. Donc le projet de la MJ, c'est centré là-dessus.

— **Vinciane** : La population qui fréquente ce lieu est très étrange. Nous avons des jeunes étudiants, mais aussi d'autres milieux. Il y a des jeunes des villages autour, des habitants qui viennent de familles plutôt aisées et aussi une population qui vit dans les maisons sociales. Il y a un lien important avec le quartier de la baraque. La baraque, c'est 160 personnes qui vivent en autogestion sur des terrains occupés depuis 40 ans. Cela implique des choses énormes. Ce quartier est né en même temps que le développement de la ville. Comme les terrains étaient vides, les habitants qui débarquaient ont eu la possibilité de faire des potagers collectifs, c'était un grand terrain d'aventure. LLN était une ville nouvelle et tout était possible. Maintenant



les choses se recadrent dans un sens très commercial. Depuis 15 ans et les utopies du début, la ville piétonne où tout le monde est solidaire, les choses se sont plus centrées sur la consommation.

En ce qui concerne la MJ, il y a un moment important. Cela fait quatre ans que les bâtiments sont ici. L'ancien bâtiment a été démoli et il y a une vacance de 7 ans jusqu'à la nouvelle situation. Pendant cette période, il y eut de nombreuses occupations de la part des jeunes qui ont un réel besoin de lieu. Cet espace a été négocié et obtenu grâce aux jeunes du coin qui ont squatté les locaux de l'UCL pour ouvrir un lieu de culture alternative.

Qu'est ce que l'autogestion produit, par où ça déborde ?

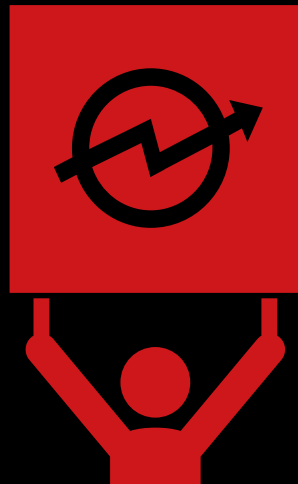
— **Dylan** : L'assemblée de la MJ est multiple. On vit l'autogestion plus dans le fonctionnement que dans une position politique engagée. Mais cela dépend des périodes. Quand le projet était plus fragile, tout le monde était là. Maintenant ça roule, c'est très confortable. Le lieu est magnifique et donc l'autogestion est moins liée à une lutte. C'est plus pantouflard. Deux week-ends par an, on part tous en réflexion. C'est une manière de transmettre un savoir autour de l'autogestion et de faire un pas de côté. On y prend le temps d'affronter les problèmes.

Comment ça se passe avec les jeunes qui débarquent ?

— **Vinciane** : Dans ce nouveau bâtiment, qui est très grand, la plupart des jeunes qui débarquent ne savent pas ce que c'est l'autogestion. Ils ne comprennent pas les enjeux liés à ce mode d'organisation et il faut leur expliquer comment ça fonctionne s'ils veulent faire un projet.

— **Dylan** : Pour les plus jeunes, quand on leur dit que l'on peut tout faire et tout faire ensemble, ça leur donne le vertige. L'autogestion, ça reste une démarche pointue. Mais ça peut passer aussi par certaines activités. L'atelier d'autodéfense ce n'est pas de l'autogestion au sens premier, mais c'est une réappropriation de sa propre sécurité. Là-dessus vous avez un consensus. Tous les parents veulent que leurs jeunes filles sachent se défendre en cas d'agression dans la rue. C'est un premier pas.

« On vit l'autogestion plus dans le fonctionnement que dans une position politique engagée. Mais cela dépend des périodes. Quand le projet était plus fragile, tout le monde était là. Maintenant ça roule, c'est très confortable »



LA LOI ANTI-SQUAT A ÉTÉ VOTÉE LE 5 OCTOBRE AU PARLEMENT. ELLE VISE À CRIMINALISER L'OCCUPATION D'IMMEUBLES OU D'HABITATIONS VIDES ET PRÉVOIT DES PEINES ALLANT DE 15 JOURS À 2 ANS D'EMPRISONNEMENT ET UNE AMENDE VARIANT ENTRE 26 ET 300 EUROS.

« Le projet de loi anti-squat prévoit de pénaliser non plus la simple effraction, mais l'occupation d'un lieu sans droit ni titre, même s'il est à l'abandon. Et pour ceux qui voudraient une double dose, la loi prévoit aussi la condamnation des squatteur-euses qui ne se plieraient pas à l'ordonnance d'expulsion. Deuxième point de ce projet, le glissement de compétences de la juridiction civile à la juridiction pénale. Pour simplifier, le glissement du jugement des litiges entre propriétaires et squatteurs vers l'incrimination de ces derniers. En un sens, on passe de la négociation à la sanction, avec pour conséquences concrètes l'emprisonnement de populations précaires, doublées d'une portée symbolique non négligeable puisqu'il s'agit de condamner les squatteurs au nom du respect des soi-disant valeurs de notre société... dans laquelle prévaut manifestement le droit à la propriété sur le droit au logement !

Le propriétaire aura donc le choix de se référer au code civil, donc au juge de paix, ou au code pénal, donc au procureur du Roi. Les possibilités pour déloger les squatteurs s'élargissent donc, et se renforcent.

Dans le rapport de la commission de justice (25 juillet 2017), au milieu de discours réactionnaires et inégalitaires assumés sans état d'âme, les richocrates s'indignent que les squatteur-euses puissent utiliser la violation de domicile comme défense contre les interventions policières. Cette ultime et mince barrière contre la répression pourrait faire l'objet d'amendements restrictifs, privant les squatteur-euses d'une de leurs dernières défenses face aux forces de l'ordre, les laissant à la merci de leurs opérations injustes et violentes.

En plus de cette menace d'intrusion des forces de l'ordre dans les squats sans aucun mandat de perquisition, qui s'accompagnerait d'arrestations et de saisies, il est question de dispositifs de surveillance injustifiables, à savoir - le repérage, l'écoute téléphonique, l'ouverture du courrier intercepté ..»

PLUS D'INFOS: SQUATBELGIUM.NOBLOGS.ORG/



CHRONIQUE D'ÉTÉ DE LA CRISE MIGRATOIRE



Au début du mois de juillet, nous étions avec les JOC de Bruxelles et de Verviers au *Mondiali Antirazzisti* de Bologne en Italie. Le pays était alors en pleine tourmente de la désormais interminable crise des migrants. Deux mois plus tard, le temps d'un été, les mêmes recettes infructueuses, racistes et inhumaines sont mises en avant par les Etats européens pour refouler les indésirables. Malgré tout, des européen.nes résistent et se montrent solidaires des migrants.

Sous un soleil de plomb, migrants à peine débarqués, militants antiracistes, fils d'immigrés, supporters ultra et antifa, bénévoles, jouent ensemble au football dans un esprit de fair-play et de bienveillance. Ce moment leur fait oublier pour un temps la tragédie dans laquelle des millions d'humains sont pris entre les deux côtes de la Méditerranée.

Le mondial antiraciste offre cette bulle d'air alors que le feuilleton de la crise des migrants en Europe est de retour. Cette fois-ci, la crise se concentre entre les côtes libyennes et le sud de l'Italie. Entre janvier et juillet, plus de 110 374 personnes ont rejoint l'Europe par la mer Méditerranée et plus de 2000 personnes ont péri noyées selon les Nations unies. La très grande majorité d'entre elles (86 000) ont gagné l'Italie. Toutes ces personnes venaient des rivages africains et presque chaque fois depuis la Libye. À bord d'embarcations inadaptées pour affronter la haute mer plusieurs jours, et sans les vivres et le carburant suffisants, un pourcentage important de naufragés est repêché, parfois in extremis, par les navires des ONG en patrouille dans les eaux internationales.

La situation politique et humanitaire était très tendue lorsque nous sommes arrivés en Italie. À la veille d'élections prévues l'année prochaine, la crise migratoire provoque un débat enflammé qui fait monter au créneau les partis populistes et racistes. Les membres du gouvernement, poussés par le racisme décomplexé d'une partie de la population, scandent à tout va que l'Italie a atteint le point de saturation et réclament le soutien des autres États européens pour y faire face. Ils oublient au passage que si la Libye est devenue la porte d'entrée vers l'Europe pour tous ceux qui fuient la guerre, la pauvreté ou la persécution, c'est à cause de la fermeture de toutes les routes terrestres et maritimes vers le Nord.

L'Europe et l'Italie élaborent alors début juillet un plan d'action. Celui-ci prévoit une enveloppe de 46 millions d'euros d'aide supplémentaire pour la garde-côte libyenne, autorise le déploiement d'une mission navale pour aider les gardes-côtes libyens à freiner les flux migratoires, impose aux ONG en mer un code de conduite pour réguler les missions de sauvetage.

Ce dernier point est particulièrement pervers parce qu'il sous-entend et légitime l'idée que les ONG créent un « appel d'air ». Une thèse développée par les organisations d'extrême droite en Europe. L'irritation de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, envers les ONG de sauvetage était déjà connue. Elle leur rappelle trop combien l'action humanitaire n'est pas une cause mais une réponse à la crise et que la stratégie de dissuasion n'a pas marché. Même si elle ne marche pas, cette « stratégie de la dissuasion » est encore une fois privilégiée de facto par l'UE.

Après les matchs, le soir, sur le site des *Mondiali Antirazzisti*, nous discutons avec des migrants qui ont fait la traversée depuis la Libye. Ils rechignent à appeler « garde-côtes », ces nouveaux collaborateurs de Frontex. Pour eux, ce sont des milices mafieuses, en connivence totale avec les passeurs. Dans son dernier rapport du 6 juillet, Amnesty International confirme que : « des allégations sérieuses accusent certains garde-

« Après les match, le soir, sur le site des Mondiali Antirazzisti, nous discutons avec des migrants qui ont fait la traversée depuis la Libye. Ils rechignent à appeler « garde-côtes », ces nouveaux collaborateurs de Frontex. Pour eux, ce sont des milices mafieuses.»

« De tous temps, la Méditerranée a toujours été un lieu d'échanges, de rencontres, de découvertes, de voyages, d'odyssees et de métissages, nous voulons qu'elle le reste, n'en déplaise à ces bouffons nazis. »

côtes d'être de connivence avec les passeurs et des éléments prouvent qu'ils maltraitent les migrants. ». L'Organisation des Nations-Unies en charge des migrations au Niger et en Libye vient aussi de relater des événements choquants sur les itinéraires migratoires d'Afrique du Nord, où selon elle se sont établis de véritables « marchés aux esclaves » qui touchent des centaines de jeunes Africains en route vers la Libye.

En écoutant le récit de ceux qui viennent de l'enfer lybien, nous avons l'impression que l'autre côté de la Méditerranée est devenue un archipel de bandes armées, une sorte de far-west où beaucoup de choses s'achètent comme une place sur une embarcation ou encore sa propre liberté.

Cette situation est le décor d'un « système infernal » dont on ne parvient pas à sortir et d'un cercle vicieux qui s'auto-alimente. À force de voir se fermer toutes les portes d'entrée légales, les migrants se massent devant la dernière porte de sortie qui leur reste, à savoir la Méditerranée. De l'autre côté, les Européens durcissent de plus en plus les conditions d'accès à leur territoire en soutenant les groupes armés qui tirent profit de ce commerce des fugitifs.

Une fois le tournoi terminé, nous sommes rentrés chez nous encore plus convaincus qu'il fallait continuer nos actions de solidarité avec les migrants. Combien de temps encore l'Europe continuera-t-elle à construire des murs et des rideaux de fer ?

À la fin de l'été, nous avons eu la réponse. À l'issue d'un mini-sommet organisé à Paris le 28 août, les chefs d'État de sept pays européens et africains – la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, d'un côté de la Méditerranée, le Tchad, le Niger et la Libye, de l'autre – se sont mis d'accord autour d'une « feuille de route » visant à « contrôler les flux migratoires » entre les deux continents. Un an et demi après le sinistre accord Union

européenne-Turquie qui a conduit à la multiplication de camps odieux et invivables en Grèce et en Turquie, nos dirigeants s'appêtent à recommencer en pire. Nous sommes pourtant convaincus que cela n'arrêtera en rien les migrations. Rien ne dissuadera les humains de fuir la guerre ou la misère. Il faut plutôt stopper ce néo-colonialisme européen qui fait de l'Afrique un vaste champ de ruines et travailler à plus de justice et d'égalité sur le continent.

L'été n'a pas été si pourri que ça. Malgré sa condamnation à quatre mois de prison avec sursis pour aide à l'immigration clandestine le 8 Août, Cédric Herrou, principale figure de l'association d'aide *Roya citoyenne*, a déclaré qu'il continuait à être solidaire en venant en aide aux migrants.

Notons aussi, la création de ce réseau, *Defend Mediterranea*, composé de camarades antifascistes, antiracistes et solidaires de Méditerranée, a organisé avec succès le blocage du navire C-Star à Suez puis à Chypre et l'a empêché de faire escale en Crète, en Sicile puis en Tunisie. Ce bateau avait été affrété par le réseau européen d'extrême droite *Génération Identitaire* pour selon eux, défendre l'Europe en faisant obstacle aux activités humanitaires et en mettant en péril la vie des réfugiés aux larges des côtes lybiennes. Ils avaient tout de même récolté plus de 200 000 euros pour leur funeste projet. Après avoir été chassé des ports de la Méditerranée, le navire des identitaires est devenu un bateau à la dérive.

De tous temps, la Méditerranée a toujours été un lieu d'échanges, de rencontres, de découvertes, de voyages, d'odyssees et de métissages, nous voulons qu'elle le reste, n'en déplaise à ces bouffons nazis. La liberté de mouvement est un droit pour toutes et tous. Jusqu'au prochain été et le temps qu'il faudra, les JOC continueront de soutenir les occupations de sans-papiers, les associations et collectifs qui accueillent les réfugiés et de lutter partout contre les projets racistes.



Monopoly™ à Durbuy

Je traverse de magnifiques paysages pour me rendre à Durbuy où les touristes envahissent toutes les rues, la plus petite ville du monde qui risque de devenir le plus grand parc hôtelier des Ardennes.



J'ai rendez-vous avec Marc Blasband pour parler de SOS Durbuy qui lutte contre le projet pharaonique du milliardaire Marc Coucke.



Au début, on n'a pas tout de suite compris. Mais ça a commencé avec le démantèlement du camping "La Chendie".

Les habitants permanents du camping sont les premières victimes du promoteur.



Malgré ses promesses le propriétaire a vendu et on a six mois pour partir.

Les habitants du camping décident de protester au Conseil Communal de Durbuy dont la salle ne peut accueillir tout le monde. Et si à l'intérieur on ne peut rien dire, juste écouter, dehors on proteste.



La commune n'interviendra pas car elle estime que le problème est d'ordre privé et non public.

Finement les habitants du camping seront bien expropriés et pour ceux qui n'ont pas les moyens, leur caravane détruite. Un Glamping, un camping associant le confort d'un hôtel avec l'environnement naturel et la liberté ouvre ses portes



Après le rachat des grosses activités touristiques par Coucke, on s'est dit qu'il y avait anguille sous roche. On a créé SOS Durbuy et on a engagé un avocat pour connaître qui achète quoi en demandant des copies des permis de bâtir.



Le résultat : des bâtiments, une ferme, des terrains et des parcelles publiques réservées à la protection de la biodiversité achetées via des sociétés écrans par Marc Coucke. Mais l'appâtit de l'homme d'affaires ne s'arrête pas là, il achète un hôtel emblématique du cœur historique.





Le collectif réagit et envahit le parking des grandes surfaces du village voisin avec des oreilles de Mickey sur la tête.



Chantal membre de SOS Durbuy est invitée pour une conférence à Liège commente:

On s'inquiète de la privatisation de l'espace public, des berges et des infrastructures touristiques. Tout ça pour un touriste captif qui reste sur le domaine et consomme très peu dans la ville.

Nous nous apprêtons à vivre un nouveau drame social au parc résidentiel des Macrales qui borde le parc de Coucke.





Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs

Retrouve-nous sur

WWW.JOC.BE

FACEBOOK: JOC WALLONIE BRUXELLES

TWITTER: JOC_BE



Editeur responsable: Antoine Roisin
JOC - JOCF asbl
4, rue d'Anderlecht - 1000 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be jocfbruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be
Fb:Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
joctalouviere@joc.be
Fb: Sandrine Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons

NAMUR

17, Place l'Illon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

SECRETARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht 1000 BRUXELLES
Tel: 02/513 79 13
secretariat.joc@joc.be